



Haute Volta - Bobo Dioulasso
Carte postale n° 175 - S.C.O.A

Les Rapports d'activité 2003 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de photographies montrant l'Afrique d'hier et l'Afrique d'aujourd'hui ou... de demain. Les photographies anciennes sont issues notamment des collections de cartes postales de MM Philippe David et Georges Meurillon, réunies par l'association Image et Mémoire (I&M), dont le but est de sauvegarder ces vues qui représentent un réel patrimoine pour les générations à venir.

Le mot du Directeur Général



Comme les années précédentes, l'année 2003 a été marquée pour la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) par un rythme de croissance encore élevé et une évolution positive de ses parts de marché.

Le résultat final est en augmentation et la rentabilité reste importante, malgré la mise en service de deux unités, l'une à Koupéla et l'autre à Ouagadougou, Avenue Kwamé N'krumah, qui n'ont pas encore atteint leur seuil de rentabilité.

À fin décembre 2003, la BOA-BURKINA FASO occupe toujours le cinquième rang des banques du Burkina, sur un total de sept.

Le prochain Plan Triennal de Développement (PTD) 2004-2006 prévoit un nouveau renforcement de la position de place, malgré un paysage concurrentiel encore élargi.

Les dépôts de la clientèle, en augmentation de 27% par rapport à fin décembre 2002, représentent désormais 10,2% du marché national et passent de 39 327 millions de F CFA à 49 913 millions de F CFA pour l'exercice écoulé. Durant la même période, les emplois, comparés à l'exercice précédent, augmentaient de 21% pour se situer à 10,9% de l'ensemble des concours distribués par les banques au Burkina. Les crédits consentis à la clientèle de la Banque se chiffrent à 31 169 millions de F CFA fin 2002 et à 37 641 millions de F CFA au 31 décembre 2003.

Sur l'exercice sous revue, le total du bilan a marqué une progression de 26%, le nombre de comptes de 31,6%, le résultat brut d'exploitation de 58% et le bénéfice net de 4%.

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a reçu une nouvelle dotation de 228 millions de F CFA, ce qui le porte à plus de 712 millions de F CFA.

Les équipes de la Banque poursuivent leurs efforts et réalisent une performance à souligner, puisque le coefficient d'exploitation passe de 54,4% à fin 2002, à 47,5% en décembre 2003.

La réalisation d'un meilleur environnement pour la clientèle de la BOA-BURKINA FASO s'est concrétisée en 2003 par l'ouverture de deux nouvelles Agences et par la très large diffusion de la carte de retrait privative SESAME, dont le succès est indiscutable.

2003 est l'année charnière entre un PTD 2001-2003, dont les objectifs ont été très largement dépassés, et le démarrage du nouveau plan 2004-2006, qui prévoit notamment la poursuite de l'extension du réseau, la modernisation de l'outil informatique et une présence plus affirmée au sein d'un Groupe dont la dimension devrait sensiblement évoluer en 2004.

José ESPEILLAC

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2003

Février

- Mise en exploitation de la carte privative de retrait SESAME.

Avril

- Ouverture des guichets de l'Agence de Koupéla.
- Participation à Antananarivo aux Rencontres BANK OF AFRICA 2003 pour les cadres du Réseau.
- Lancement de la troisième campagne commerciale annuelle d'ouverture de comptes d'épargne.

Juillet

- Ouverture des guichets de l'Agence de l'Avenue Kwamé N'Krumah, à Ouagadougou.
- Dépassement du seuil des 10% du marché bancaire en termes de ressources de clientèle.

Septembre

- Participation à Bruxelles aux Rencontres BANK OF AFRICA 2003 pour les Administrateurs du Réseau.

Novembre

- Prise de participation de 10% dans le capital de la société d'investissement AGORA par rachat des actions de BANK OF AFRICA - BÉNIN.

Décembre

- Mise en service d'un troisième Guichet Automate Bancaire (GAB) à l'Agence de l'Avenue Kwamé N'Krumah, à Ouagadougou.

Chiffres clés

Au 31/12/2003

*En millions de F CFA

Activité	
Dépôts clientèle*	49 913
Créances clientèle*	37 641

Résultat	
Produit Net Bancaire *	4 371
Charges de fonctionnement *	1 840
Résultat Brut d'Exploitation *	2 296
Résultat Net *	433
Coefficient d'exploitation (%)	47,5

Structure	
Total Bilan *	59 281
Fonds Propres après répartition *	2 590
Fonds Propres/Total Bilan (%)	4,4
Effectif moyen pendant l'exercice	79

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 9 membres, est actuellement composé comme suit :

- M. Lassiné DIAWARA, Président du Conseil d'Administration
- M. Paul DERREUMAUX, Vice-Président
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO), représentée par M. Brahim ANANE
- M. Amadou Mamadou AW, (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- M. Delchan OUEDRAOGO, Administrateur
- Cauris Investissement, représenté par M. Yawo Noël EKLO
- Union des Assurances du Burkina (UAB), représentée par M. Soumaïla SORGHO
- M. Francis SUEUR, (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- BANK OF AFRICA - NIGER, représentée par M. Boureïma WANKOYE

Répartition du capital

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	39,7%
Autres BANK OF AFRICA	13,0%
Actionnaires Burkinabé	27,3%
Cauris Investissement S.A.	10,0%
Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO)	9,6%
Autres	0,4%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 avril 2004 pour l'exercice social 2003.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2003

Au cours de l'année 2003, dans un contexte d'accélération de la compétition internationale, le taux de croissance de l'économie mondiale a enregistré une reprise modérée et devrait se situer à 3,2% contre une réalisation de 3% en 2002. La progression serait en grande partie imputable à l'Asie et aux Etats Unis.

Dans ce dernier pays, le taux de croissance a atteint 8,2% au 4ème trimestre 2003, en rythme annuel, traduisant ainsi le retour de la confiance des entreprises et des ménages après l'éclatement de la bulle boursière.

Au Japon, la croissance stimulée par les exportations et l'investissement privé atteindrait 2% en 2003 contre 0,2% l'année précédente.

En Asie, la reprise a été limitée par le fléchissement de la demande mondiale, la hausse du prix du pétrole et l'effet désastreux de l'épidémie du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS). Cependant, la baisse du Dollar, auquel les monnaies asiatiques font référence, a favorisé les exportations. Pour l'année 2003, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) sortirait légèrement supérieur à celui de 2002 avec 6,4%.

Dans la Zone Euro, après une stagnation au premier semestre, des signes de reprise se font jour, particulièrement en Allemagne. Toutefois le rythme de reprise reste limité puisqu'il se situerait à 0,5% contre 0,9% en 2002.

En Afrique, au Sud du Sahara, hors Afrique du Sud et Nigéria, le taux de croissance se situerait à 3,1% en 2003, contre 3% en 2002.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), et malgré la persistance des effets de la crise ivoirienne, le rythme de l'activité économique devrait amorcer une reprise, le taux de croissance du PIB étant estimé à 3% contre 1,3% en 2002. Ce redressement traduit l'effet de bonnes conditions pluviométriques sur la production agricole, qui a entraîné une détente de l'évolution des prix. Le taux d'inflation annuelle se situerait à 1,5% contre près de 3% en 2002.

Au Burkina Faso, l'année 2003 aura été une période de reprise économique avec un taux de croissance de l'ordre de 7,9% contre 5,6% l'année précédente, le secteur primaire ayant en particulier enregistré une évolution satisfaisante.

La crise socio-économique frappant la Côte d'Ivoire a finalement eu des conséquences limitées et une excellente pluviométrie a permis d'engranger d'importants excédents de production de céréales.

La production de coton graine est en nette progression avec une production de 400000 tonnes pour 2002-2003 et une prévision de 500 000 tonnes pour 2003-2004.

Les prix payés à la production sont restés stables et l'évolution des cours mondiaux a permis des exportations dans des conditions satisfaisantes. Une amélioration de la qualité a également été constatée. Depuis le dernier trimestre 2003, les difficultés d'évacuation sont en partie résolues, puisque le chemin de fer vers Abidjan a pu acheminer quelques milliers de tonnes de coton.

Dans le secteur secondaire, la croissance annuelle devrait se maintenir à environ 1,5%. Quant au tertiaire, il représente toujours près de la moitié de la valeur ajoutée intérieure.

L'indice des prix à la consommation a marqué une stabilité, essentiellement due aux bons résultats de la campagne agricole et à la diminution d'une partie des exportations vers la Côte d'Ivoire, ce qui a eu pour effet d'augmenter l'offre intérieure.

Les comptes extérieurs devraient se détériorer en termes de balance courante puisque le déficit attendu, hors dons, fin 2003, se situerait à 13,9% du PIB contre 12,8% en 2002, ceci en raison du surcoût des importations lié à la situation qui prévaut en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne la situation monétaire, une évolution supérieure à l'an dernier a été enregistrée - +7% sur l'exercice - et la masse monétaire s'élevait à 467,1 milliards de F CFA fin 2003. Les avoirs extérieurs nets se sont accrus pour leur part de 8,8%, pour se situer à 150,5 milliards de F CFA.

Les recettes fiscales ont progressé de près de 13% et représentent 11,7% du PIB nominal à fin 2003. Il est prévu qu'elles atteignent 12,2% à fin 2004, ce qui les porterait à plus de 300 milliards de F CFA.

Pour l'année 2004, une croissance économique de 6,6% est prévue. Le Produit Intérieur Brut (PIB) se situerait alors à 2 612,3 milliards de F CFA.

L'agence de Koupéla.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2003

Le total du bilan du sixième exercice de la Banque atteint la somme de 59 281 millions de F CFA, en hausse de 12 215 millions de F CFA, soit + 26% par rapport à l'année 2002. Cette progression a été rendue possible par l'accroissement important des dépôts collectés.

En effet, partant de 39 327 millions de F CFA fin 2002, les ressources de clientèle se montent à 49 913 millions de F CFA à la fin de l'exercice sous revue, gagnant ainsi 10 586 millions de F CFA, ce qui représente une progression de 27% dans l'année.

Celles-ci ont une fois encore bénéficié des actions commerciales menées dans le cadre du Plan Triennal de Développement (PTD) arrivé à son terme fin 2003. Leur part de marché est à présent supérieure à 10,2%, alors qu'elle s'établissait à 9,3% un an plus tôt.

La variation positive du nombre de comptes en 2003 a encore été très marquée - +32% sur l'année -, après élimination périodique des comptes inactifs.

Le nombre des comptes à vue des particuliers s'est élevé de 30% et les dépôts correspondants ont connu une progression de 45%, ce qui met en relief un net accroissement du solde créditeur moyen des comptes de cette rubrique.

En ce qui concerne les comptes d'épargne, après une nouvelle campagne organisée à la fin du premier semestre 2003, les encours globaux ont enregistré une croissance de 1 294 millions de F CFA sur l'année 2003, soit +41% par rapport à 2002.

Fin 2003, ils totalisent 4 476 millions de F CFA et 9% des ressources confiées par la clientèle ; le taux de fidélisation exprimé par le ratio de l'effectif de ces comptes d'épargne rapproché de celui des comptes de chèques a progressé de 15% pendant l'année 2003.

Les comptes des organismes non commerciaux totalisent 6 469 millions de F CFA, en retrait de 1,3% sur fin 2002. Étant donné la nature de ces comptes, l'évolution est peu significative.

D'importantes nouvelles dotations seront enregistrées dès le début de l'année 2004.

L'encours des comptes courants commerciaux, qui représente la base de l'activité clientèle, se situe en décembre 2003 à 33 940 millions de F CFA, comptes à terme inclus, soit 47% de l'ensemble des dépôts de la clientèle, et est en augmentation de plus de 5% par rapport à fin 2002.

En ce qui concerne enfin les dépôts à terme, ceux-ci ont progressé de 46% au cours de l'exercice 2003, l'avance étant remarquable dans la rubrique des comptes d'entreprises.

A l'Agence de Bobo-Dioulasso, les comptes à vue enregistrent 6 365 millions de F CFA de dépôts contre 3 973 millions de F CFA à fin 2002, ce qui représente une nouvelle progression de 60%, malgré les transferts de trésorerie opérés régulièrement par les plus grandes entreprises.

A Ouagadougou, l'Agence située Avenue Kwamé N'Krumah enregistre 176 millions de F CFA de dépôts globaux après quatre mois d'ouverture.

Quant à l'Agence de Koupéla, qui évolue dans un contexte difficile, son total de dépôts s'élève à 426 millions de F CFA après huit mois d'exercice.

Les emplois totaux de clientèle atteignent, à fin 2003, 37 641 millions de F CFA. Les utilisations liées aux campagnes cotonnières se situent à un niveau relativement faible, une seule utilisation ayant été faite sur 2003-2004, alors qu'il reste plus du tiers à rembourser au titre de la campagne 2002-2003. L'encours global a progressé de 32,6%, hors crédit de campagne. Le ratio ressources sur emplois est de 132,6% à fin décembre 2003, en progression par rapport à celui de 2002 qui se situait à 126,2%.

La part de marché des crédits se situe à 10,9% de la place, contre 10,2% à fin 2002.

L'encours des escomptes se monte à 5 026 millions de F CFA contre 2 044 millions de F CFA à la fin de l'exercice précédent. Les usances restent longues et le recours aux avals, suivis d'escomptes, est de plus en plus fréquent, en particulier sur les opérations importantes initiées à l'étranger.

Le volume des prêts à court terme a atteint 7 775 millions de F CFA contre 7 885 millions de F CFA à fin 2002. Cette relative stabilité, malgré la promotion habituelle des "prêts scolarité", est due aux déclassements de certains dossiers qui font l'objet de recouvrement judiciaire.

Les découverts et les prêts à moyen terme ont progressé respectivement de 22% et 46% au cours de l'exercice sous revue.

Le crédit de campagne de commercialisation du coton, consorcialisé, enregistre une utilisation de 5 310 millions de F CFA à fin décembre 2003, soit une diminution de 19,2% par rapport à fin 2002. Les évacuations se sont opérées dans de meilleures conditions que pour la campagne écoulée.

Enfin les engagements par signature ont marqué une progression de près de 18% au cours de l'exercice, pour atteindre un montant total de 18 097 millions de F CFA à la fin de l'année 2003. Les cautions sur marchés réalisent la meilleure avance avec un encours global de 12 555 millions de F CFA et 20% de plus qu'en 2002.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 910,8 millions de F CFA au 31 décembre 2003 et ont progressé de 35% par rapport à 2002, hors produits exceptionnels, enregistrés pour 263,7 millions de F CFA.

Le recul constaté des produits de trésorerie, d'environ 33%, est essentiellement imputable à la rubrique des correspondants bancaires qui passe de 282 millions de F CFA fin 2002 à 95,4 millions de F CFA en décembre 2003. Elle s'explique en partie par le ralentissement des couvertures de trésorerie extérieure opéré par l'Institut d'Emission, et la détente observée dans les taux pratiqués par les correspondants.

Les produits de clientèle marquent une évolution de 43% sur l'exercice précédent et passent de 3 902,9 millions de F CFA fin 2002 à 5 586,7 millions de F CFA en décembre 2003. Parmi ceux-ci, il y a lieu de souligner les découverts et escomptes qui réalisent une croissance de 54% en totalisant 1 816,2 millions de F CFA, et les prêts à moyen terme dont les produits augmentent de 49%, soit un taux proche de celui de l'évolution de leur encours sur l'exercice écoulé.

Les commissions cumulées, tous engagements confondus, atteignent 520,6 millions de F CFA fin 2003 contre 369,4 millions de F CFA l'année précédente, soit une croissance de près de 41%.

Cette évolution est principalement due à l'augmentation des opérations traitées car la politique de modération des tarifs appliqués reste en vigueur.

Les produits accessoires passent de 699,9 millions de F CFA à fin 2002 à 919,3 millions de F CFA en 2003, croissant ainsi de 32%. Le développement des activités de la Banque et l'augmentation du nombre des clients occasionnent cette évolution par un effet mécanique naturel.

Les charges d'exploitation se chiffrent globalement à 3 379,6 millions de F CFA au 31 décembre 2003 contre 2 728,3 millions de F CFA fin 2002, en augmentation de 23% et de 651,3 millions de F CFA.

Les charges bancaires, qui se situent pour l'année 2003 à 1 539,8 millions de F CFA, ne progressent que de 27%.

Dans cette rubrique, les intérêts sur compte à terme d'un montant de 1 207 millions de F CFA augmentent de 48% et les intérêts sur comptes sur livret évoluent de 48% également, pour atteindre 119,4 millions de F CFA. Les charges sur prêts interbancaires diminuent de près de 100 millions de F CFA en raison d'un accroissement important et régulier des ressources provenant de la clientèle.

Les charges salariales marquent un progrès de 12,6% par rapport à 2002, à l'intérieur des prévisions du Plan Triennal de Développement qui s'est achevé.

Les impôts et taxes passent de 38,8 millions de F CFA fin 2002 à 30,5 millions de F CFA en décembre 2003, en raison de récupérations de taxes supérieures à l'exercice précédent.

Les travaux, fournitures et services extérieurs progressent de 20% et se situent à 704 millions de F CFA contre 584 millions de F CFA fin 2002.

Les frais divers de gestion marquent une progression plus soutenue - + 42% par rapport à 2002 - et s'inscrivent pour 507,9 millions de F CFA fin décembre 2003.

La croissance continue de l'activité a particulièrement touché les postes de publicité, fournitures de bureau, imprimés et fournitures informatiques et affranchissements. Les frais de téléphone ont été contenus.

Les immobilisations nettes ont augmenté de 102 millions de F CFA après une dotation aux amortissements de 260 millions de F CFA. Les réceptions définitives des différents travaux sont intervenues, il n'y a donc plus d'immobilisation en cours.

Avec des produits d'exploitation de 5 910,8 millions de F CFA à fin 2003, desquels sont déduits 1 539,8 millions de F CFA de charges bancaires, le Produit Net Bancaire (PNB) de l'année 2003 gagne 36,8%, par rapport à l'exercice précédent, pour se situer à 4 371 millions de F CFA.

Après soustraction de 1 839,7 millions de F CFA de frais de fonctionnement, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) de l'exercice 2003 s'établit à 2 531,2 millions de F CFA et marque une avancée de 51% par rapport à celui de 2002.

Le résultat final net de l'exercice atteint 433,2 millions de F CFA après prise en compte :

- des dotations aux amortissements et des dotations nouvelles aux provisions pour créances en souffrance,
- d'une dotation complémentaire au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG),
- du solde net de charges et produits exceptionnels,
- des impôts sur les bénéfices.

Le résultat permet de servir, pour la troisième année consécutive, un dividende aux actionnaires, qu'il vous est proposé d'établir à hauteur de 17,5% du capital social.

Les résultats obtenus, dans un climat d'incertitude, concrétisent toutefois un renforcement des fonds propres de la Banque.

Ils sont l'aboutissement du travail accompli par l'ensemble du personnel auquel le Conseil d'Administration formule en votre nom ses encouragements à accentuer ses efforts et renforcer son engagement, en lui renouvelant ses vives félicitations.

Pour l'année 2004, première étape du nouveau Plan Triennal de Développement (PTD 2004-2006), la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO a maintenu ses objectifs de croissance dans tous les domaines. Elle sait pouvoir compter sur ses actionnaires dont l'appui n'a jamais été démenti. Qu'ils reçoivent ici l'hommage qui leur est dû pour leur participation active.

Rapport des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2003.

En exécution du mandat de Commissaires aux Comptes de BOA-BURKINA FASO que vous avez voulu nous confier, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général de vérification des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2003.

Rapport général des commissaires aux comptes

Opinion sur les comptes

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes généralement admises.

Ces normes exigent que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas des anomalies significatives. Notre révision comprend l'examen sur la base de sondages des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenues dans les états financiers.

Notre mission comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la Direction de la société ainsi qu'une appréciation générale de la présentation des états financiers.

À l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas décelé d'erreurs significatives susceptibles de mettre en cause la fiabilité des comptes et états financiers au 31 Décembre 2003.

En Conséquence, nous certifions que les états financiers de BOABURKINA FASO arrêtés au 31/12/2003, sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle, pour tous les aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à cette date.

Respect de la réglementation bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire, nous avons examiné le respect par BOA-BURKINA FASO des dispositifs prudentiels édictés par la BCEAO.

A l'issue de nos contrôles, nous formulons les observations suivantes :

- Les ratios suivants ne respectent pas les normes requises par la BCEAO. Il s'agit :
 - Du ratio de structure du portefeuille.Le ratio de structure du portefeuille est de 16,32% contre un minimum exigé de 60%. Nous constatons une détérioration de ce ratio qui était de 30,25% en 2002.

- Du ratio des crédits aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle, et au fonctionnement de la banque.

Le ratio des crédits aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle, et au fonctionnement de la banque, s'établit à 33,05% contre un maximum autorisé de 20%. Ce ratio était de 36,05% en 2002.

- Tous les autres ratios prudentiels sont respectés par la banque au 31/12/2003.

Autres vérifications et informations spécifiques

Conformément aux dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 Avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, les Commissaires aux Comptes vérifient la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration ou de l'administrateur général, selon le cas, et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

Les contrôles effectués conformément aux dispositions dudit article n'appellent pas d'observations significatives de notre part.

Ouagadougou le 12 Mars 2004

Les Commissaires aux Comptes

CE.DO.RE.C-SARL

Alassane TRAORÉ

Expert Comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables

SOFIDEC-SARL

Paulin OUEDRAOGO

Expert Comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Établi en application de l'article 442 de l'acte uniforme ohada du 17 avril 1997

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA du 17 Avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite

avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou un directeur général ou un directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

L'administrateur intéressé est tenu d'informer le conseil d'administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le président du conseil d'administration ou le président directeur général avise les commissaires aux comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toutes conventions autorisées par le conseil d'administration et les soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 et suivants dudit Acte Uniforme OHADA :

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue.

Convention d'assistance technique avec AFH-SERVICES

Administrateur intéressé :

M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention :

Assistance technique de AFH-Service au profit de BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Le montant global des sommes versées à AFH-Services par BOABURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à F CFA 177,9 millions pour une charge de F CFA 222,3 millions, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20% au titre des prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateurs intéressés :

Cauris Investissement SA représenté par :

- EKLO Yawo Noël
- Paul DERREUMAUX
- Francis SUEUR
- et Boureima WANKOYE.

Nature et objet de la convention :

Assistance technique de AISSA-SARL au profit de BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par BOABURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à F CFA 37,856 millions, pour une charge de F CFA 47,32 millions, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20% au titre de prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention de prêt subordonné avec FMO

Administrateur intéressé :

FMO.

Nature et objet de la convention :

Prêt subordonné de F CFA 326 millions au taux de base du marché monétaire de la BCEAO majoré de 1,50% de marge de service ; convertible en actions BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice :

Les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à F CFA 21,6 millions.

Ouagadougou le 12 Mars 2004

Les Commissaires aux Comptes

CE.DO.RE.C-SARL

Alassane TRAORÉ

Expert Comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables

SOFIDEC-SARL

Paulin OUEDRAOGO

Expert Comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA).

Actif

Actif	Exercice 2002	Exercice 2003
Caisse	1 370 546 733	2 003 494 849
Créances interbancaires	9 468 740 313	14 040 139 036
• A vue	6 433 369 168	12 027 456 943
· Banque centrale	3 095 202 629	8 700 729 419
· Trésor public, CCP	14 306 884	84 175 520
· Autres établissements de crédit	3 323 859 655	3 242 552 004
• A terme	3 035 371 145	2 012 682 093
Créances sur la clientèle	31 169 192 671	37 641 308 937
• Portefeuille d'effets commerciaux	2 043 780 163	5 026 298 806
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	2 043 780 163	5 026 298 806
• Autres concours à la clientèle	20 403 807 018	22 743 349 945
· Crédits de campagne	6 570 150 000	5 309 500 000
· Crédits ordinaires	13 833 657 018	17 433 849 945
• Comptes ordinaires débiteurs	8 062 705 490	9 871 660 186
• Affacturage	658 900 000	
Titres de placement	1 202 100 000	1 445 000 000
Immobilisations financières	293 891 410	319 250 144
Crédit-bail et opérations assimilées		

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2003

Immobilisations incorporelles	54 895 258	79 101 996
Immobilisations corporelles	1 361 693 202	1 439 509 574
Actionnaires et associés		
Autres actifs	1 855 375 514	1 926 214 860
Comptes d'ordre et divers	289 174 836	386 928 756
Total de l'actif	47 065 609 937	59 280 948 152

Hors Bilan	Exercice 2002	Exercice 2003
Engagements donnés	15 356 800 482	18 096 810 719
• Engagements de financement	1 502 474 150	1 690 984 916
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	1 502 474 150	1 690 984 916
• Engagements de garantie	13 854 326 332	16 405 825 803
· D'ordre d'établissements de crédit	1 450 431 231	1 441 432 551
· D'ordre de la clientèle	12 403 895 101	14 964 393 252
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2002	Exercice 2003
Dettes interbancaires	2 703 749 577	3 904 033 955
• A vue	686 590 398	2 902 013 280
· Trésor public, CCP		41 463 618
· Autres établissements de crédit	686 590 398	2 860 549 662
• A terme	2 017 159 179	1 002 020 675

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2003

Dettes à l'égard de la clientèle	39 326 817 160	49 913 324 667
• Comptes d'épargne à vue	3 182 009 269	4 475 897 570
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	18 386 910 690	19 855 270 608
• Autres dettes à terme	17 757 897 201	25 582 156 489
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	983 732 473	1 218 250 080
Comptes d'ordre et divers	1 280 288 643	1 038 583 210
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Fonds affectés	326 000 000	326 000 000
Fonds pour risques bancaires généraux	484 968 337	712 543 438
Capital ou dotation	1 500 000 000	1 500 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	19 537 626	82 133 062
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	23 213 214	152 920 685
Résultat de l'exercice	417 302 907	433 159 055
Total du passif	47 065 609 937	59 280 948 152

Hors bilan	Exercice 2002	Exercice 2003
Engagements reçus	11 697 021 843	19 422 647 462

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2003

• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	11 697 021 843	19 422 647 462
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle	11 697 021 843	19 422 647 462
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2002	Exercice 2003
Intérêts et charges assimilées	1 185 882 825	1 519 793 197
• Sur dettes interbancaires	263 026 376	172 832 984
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	922 856 449	1 346 960 213
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	11 273 860	16 927 548
Charges sur opérations financières	15 321 535	3 117 062
• Charges sur titres de placement	3 877 462	
• Charges sur opérations de change	11 444 073	3 117 062
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	1 515 775 423	1 839 723 989
• Frais de personnel	500 339 199	563 477 590
• Autres frais généraux	1 015 436 224	1 276 246 399
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	246 743 157	259 592 483
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	419 238 542	1 233 094 424
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux	266 812 425	227 575 101

Charges exceptionnelles	7 217 841	39 920 134
Pertes sur exercices antérieurs	2 297 774	10 998 699
Impôts sur les bénéfices	375 171 392	365 394 798
Bénéfice	417 302 907	433 159 055
Total des charges	4 463 037 681	5 949 296 490

Produits

Produits	Exercice 2002	Exercice 2003
Intérêts et produits assimilés	3 256 678 292	4 365 100 717
• Sur créances interbancaires	405 076 141	218 363 269
• Sur créances sur la clientèle	2 851 602 151	4 146 737 448
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	108 069 679	171 867 311
Produits sur opérations financières	446 204 971	641 303 764
• Produits sur titres de placement	82 573 672	85 040 831
• Dividendes et produits assimilés		20 700 000
• Produits sur opérations de change	136 437 673	225 426 350
• Produits sur opérations de hors bilan	227 193 626	310 136 583
Produits divers d'exploitation bancaire	596 022 532	732 517 360
Produits généraux d'exploitation		
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations	21 888 795	24 649 738
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et		

du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	34 173 412	13 857 600
Profits sur exercices antérieurs		
Perte		
Total des produits	4 463 037 681	5 949 296 490

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2002	Exercice 2003
Intérêts et produits assimilés	3 256 678 292	4 365 100 717
• Sur dettes interbancaires	405 076 141	218 363 269
• Sur dettes sur la clientèle	2 851 602 151	4 146 737 448
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	1 185 882 825	1 519 793 197
• Sur dettes interbancaires	263 026 376	172 832 984
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	922 856 449	1 346 960 213
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	2 070 795 467	2 845 307 520
Produits de commissions	108 069 679	171 867 311
Charges de commissions	11 273 860	16 927 548

Résultat net des commissions	96 795 819	154 939 763
Résultat nets sur		
• Opérations sur titres de placement	78 696 210	85 040 831
• Dividendes et opérations assimilées		20 700 000
• Opérations de change	124 993 600	222 309 288
• Opérations de hors bilan	227 193 626	310 136 583
Résultat net sur opérations financières	430 883 436	638 186 702
Autres produits d'exploitation bancaire	596 022 532	732 517 360
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	1 515 775 423	1 839 723 989
• Frais de personnel	500 339 199	563 477 590
• Autres frais généraux	1 015 436 224	1 276 246 399
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	246 743 157	259 592 483
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations	21 888 795	24 649 738
Résultat brut d'exploitation	1 453 867 469	2 296 284 611
Résultat net des corrections de valeur	-419 238 542	-1 233 094 424
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG	-266 812 425	-227 575 101
Résultat courant (avant impôt)	767 816 502	835 615 086
Résultat exceptionnel	26 955 571	-26 062 534
Résultat sur exercices antérieurs	-2 297 774	-10 998 699
Impôts sur les bénéfices	-375 171 392	-365 394 798
Résultat net de l'exercice	417 302 907	433 159 055

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 7 avril 2004

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2003, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2003 se solde donc par un bénéfice de 433 159 055 F CFA, après une dotation aux amortissements de 259 592 483 F CFA, une dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux de 227 575 101 F CFA et un impôt sur les bénéfices de 365 394 798 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par la loi 023/96/ADP du 11 juillet 1996 et par la loi bancaire du 2 mai 1996, approuve sans réserve ledit Rapport. En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003. Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de ce même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice	433 159 055
Report à nouveau antérieur	152 920 685
Total à répartir	586 079 740
Réserve légale (15%)	64 973 858
Dividende (17,5%)	262 500 000
Report à nouveau	258 605 882
Total réparti	586 079 740

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 15% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 1 488 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter du 3 mai 2004 par estampillage du coupon n° 3 du certificat d'action remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de tous les administrateurs :

- Monsieur Lassiné DIAWARA, Président
- Monsieur Paul DERREUMAUX, Vice Président
- Monsieur Delchan OUEDRAOGO
- Monsieur Francis SUEUR
- Monsieur Amadou Mamadou AW, représentant AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)
- CAURIS INVESTISSEMENT, représenté par Monsieur Yawo Noël EKLO
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE pour le DÉVELOPPEMENT (FMO), représentée par Monsieur Brahim ANANE
- UNION DES ASSURANCES DU BURKINA, représentée par Monsieur Soumaïla SORGHO
- BANK OF AFRICA – NIGER, représentée par Monsieur Boureïma WANKOYE

arrive à expiration ce jour, désigne comme nouveaux Administrateurs, pour une durée de trois années :

- Monsieur Lassiné DIAWARA
- Monsieur Paul DERREUMAUX
- Monsieur Delchan OUEDRAOGO
- Monsieur Francis SUEUR
- Monsieur Amadou Mamadou AW, représentant AFRICAN FINANCIAL HOLDING
- CAURIS INVESTISSEMENT, représenté par Monsieur Yawo Noël EKLO
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE pour le DÉVELOPPEMENT (FMO), représentée par Monsieur Brahim ANANE
- UNION DES ASSURANCES DU BURKINA, représentée par Monsieur Soumaïla SORGHO
- BANK OF AFRICA – NIGER, représentée par Monsieur Boureïma WANKOYE
- Le mandat des nouveaux Administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice
- clos le 31 décembre 2006.

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2003 ont été présentés selon les mêmes méthodes d’évaluation que celles de l’exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2003, cours communiqués par l’Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d’encaissement ou de paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l’objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n’a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d’une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long termes et, d’autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l’objet d’une attention particulière et

des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 50 et 100% selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31/12/2003 est de 60%, hors dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.).

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	20%
Constructions	5%
Matériel de transport	25%
Aménagements installations	10%
Mobilier et matériel de bureau	
Outillage (selon nature)	10-25%
Matériel et logiciel informatiques	33 1/3%

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2002*		Au 31/12/2003*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	8 404	704	13 089	3 904
De 1 mois à 3 mois			20	

De 3 mois à 6 mois		2 000	21	
De 6 mois à 2 ans	345		112	
De 2 ans à 5 ans	720		694	
Plus de 5 ans			105	
Total	9 469	2 704	14 041	3 904

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

En millions de F CFA

Echéance	Au 31/12/2002*		Au 31/12/2003*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	15 805	32 233	32 598	36 309
De 1 mois à 3 mois	71	2229	1840	4805
De 3 mois à 6 mois	270	1 592	1 504	1 540
De 6 mois à 2 ans	7 835	1 434	213	2 499
De 2 ans à 5 ans	6 546	1 839		4 754
Plus de 5 ans	60		207	6
Créances en souffrance	582		1 280	
Total	31 169	39 327	37 642	49 913

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

En millions de F CFA

Agents économiques	Au 31/12/2003*		Au 31/12/2004*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	6 584	6 853	7 066	9 274
Entreprises privées	13 874	25 185	22 453	34 648
Sociétés d'état et établissements publics	10 053	5 646	8 123	5 097
Etat et organismes assimilés	658	1 643		894
Total	31 169	39 327	37 642	49 913

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2002*	Au 31/12/2003*
Créances douteuses	1 116	3 228
Provisions pour dépréciation	- 738	- 1 948
Créances douteuses nettes	387	1 280

2.3 Immobilisations financières

* En millions F CFA

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	22	20	300	6,67
• BANK OF AFRICA - BENIN	234	60	6 000	1,00
Sous total	256	80		
Dans les autres sociétés				
• AGORA	7	7	28	25

• AISSA	50	50	500	10
Sous total	57	57	528	
Total participations	313	137		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2002*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2003*
Immobilisations brutes	248	57		305
Amortissements cumulés	-193	-33		-226
Total net	55	24		79

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2002*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2003*
Immobilisations brutes	1 906	500	6	2 183
• Immobilisations en cours	569	16	569	16
• Immobilisations d'exploitation	1 313	878	24	2 167
• Immobilisations hors exploitation	24		24	
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements	- 545	- 220		- 743
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	- 530	- 213		- 743
• Immobilisations hors exploitation	- 15	- 15		
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	1 361	347		1 440

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2002*	2003*
Débiteurs divers	93	160
Valeurs non imputées		1
Valeurs à l'encaissement	1 500	1 564
Valeurs à rejeter en compensation	196	112
Dépôts et cautionnement		
Stocks et emplois divers		
Créances rattachées	66	89
Total	1 855	1 926

2.6.2 Autres passifs

Nature	2002*	2003*
Dettes fiscales		
Dettes sociales		
Créditeurs divers	563	652
Dettes rattachées	421	566
Divers		
Total	984	1 218

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2002*	2003*
Charges comptabilisées d'avance		33
Produits à recevoir	284	

Divers	5	354
Total	289	387

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2002*	2003*
Charges à payer	179	118
Produits perçus d'avance	7	204
Divers	1 093	717
Total	1 279	1 039

2.8 Provisions pour risques et charges

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2002*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2003*
F.R.B.G.	485		228	713
Primes liées au capital				
Réserve légale	20	62		82
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Capital social	1 500			1 500
Fonds affectés (prêts subordonnés)	326			326
Fonds bloqués d'actionnaires				
Report à nouveau	24	129		153
Résultat 2002	417	- 417		

Résultat 2003			433	433
Total	2 772	- 226	661	3 207

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation)

2000 (Solde)	
2002	485
2003	228
Soit au 31/12/2003	713

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BENIN s'élève à 7 000 millions de F CFA. Il est composé de 700 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA. La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	39,70%
Autres BANK OF AFRICA	13,00%
Actionnaires Burkinabé dont :	27,30%
Entreprises Privées Burkinabé	12,00%
Particuliers Burkinabé	15,30%
Cauris Investissement S.A.	10,00%
Société Financière Néerlandaise Pour Le Développement (FMO)	9,60%
Autres	0,40%

3 Engagements hors bilan

Nature	2002*	2003*
Engagements donnés	15 356	18 097
• Engagements de financement	1 502	1 691
• Engagements de garantie	13 854	16 406
Engagements reçus	11 697	19 423
• Engagements de garantie - à la clientèle	11 697	19 423

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2002*	2003*
Sur créances interbancaires	400	219
• A vue	294	98
• A terme	106	121
Sur créances de la clientèle	2 852	4 147
• Créances commerciales	202	323
• Autres crédits à court terme	1 028	1 372
• Comptes ordinaires débiteurs	980	1 494
• Crédits à moyen terme et long terme	637	950
• Crédits à long terme	5	8
Total	3 252	4 366

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2002*	2003*
Sur dettes interbancaires	263	173

• A vue	17	27
• A terme	246	145
Sur dettes à l'égard de la clientèle	927	1 347
• A vue	27	21
• A terme	901	1 326
Total	1 190	1 520

4.3 Commissions

Nature	2002*	2003*
Commissions perçues (produits)	113	172
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	
• Sur opérations avec la clientèle	108	172
Commissions versées (charges)	11	17
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	11	17
• Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2002*	2003*
Salaires et traitements	423	465
charges sociales	77	99
Total	500	564

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2002*	2003*
Impôts, taxes et versements assimilés	39	30
Redevance de crédit bail	64	29
Loyers	39	54
Entretien et réparations	66	83
Primes d'assurance	33	58
Intermédiaires et honoraires	246	304
Publicité, publications et relations publiques	37	70
Déplacements, missions et réceptions	61	74
Frais postaux et frais de télécommunications	129	166
Achats non stockés de matières et fournitures	193	279
Jetons de présence	9	13
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	99	116
Total	1 015	1 276

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2002*	2003*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	243	260
• Des immobilisations hors exploitation	4	0
Reprises	- 22	- 25
Total	225	235

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2002*	2003*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	419	1 211
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Pertes sur créances irrécouvrables	9	22
Reprises de provisions sur créances en souffrance		
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récupérations sur créances amorties		
Total	428	1 233

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2002	2003
Cadres expatriés	2	2
Cadres locaux	3	5
Gradés	8	19
Employés	43	44
Personnel non bancaire	7	9
Personnel temporaire		4
Total	63	83

5.2 Contrevaieur des comptes en devises

Nature	2002*	2003*
Actif		
Opérations de trésorerie		
• Billets et monnaies	1 370	2 004
• Correspondants bancaires	6 292	12 028
Valeurs à l'encaissement et divers		
Passif		
Opérations de trésorerie		
• Correspondants bancaires	687	3 902
• Refinancements	2 000	0
• Autres sommes dues	17	2
Opérations avec la clientele		
• Comptes ordinaires	39 327	49 913

* En millions de F CFA

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2003

Nature	En F CFA
Résultat de l'exercice 2003	433 159 055
Report à nouveau de l'exercice 2002	152 920 685
Total à répartir	586 079 740
Réserve légale (15%)	64 973 858
Dividende	225 000 000
Nouveau report à nouveau	296 105 882
Total réparti	586 079 740

6 Résultats des cinq derniers exercices

Nature	1999	2 000	2 001	2 002	2 003
Capital en fin d'exercice					
• Capital social*	1 250	1 250	1 250	1 500	1 500
• Nombre des actions ordinaires existantes	125 000	125 000	125 000	150 000	150 000
Opérations et résultats de l'exercice*					
• Chiffre d'affaires	1 081	2 071	3 588	4 673	6 174
• Bénéfice avant impôts, amort. et provisions	15	528	1 183	1 668	2 494
• Impôt sur les bénéfices		13	189	375	365
• Bénéfice après impôts, amort et provisions	163	155	385	417	433
Résultat par action (en milliers de F CFA)					
• Après impôts, avant amort. et provisions			4,068	7,225	14,190
• Après impôts, amortissements et provisions			1,242	3,077	2,888
Personnel					
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice **	43	50	63	63	83
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	224	279	348	500	563
• Sommes versées au titre des avantages sociaux					

En millions de F CFA
Permanents et temporaires